



Sections de Haute-Garonne

Pour défendre nos droits et nos missions

La période qui s'ouvre est cruciale à bien des titres :

- le **projet de loi de finances 2017** est en discussion au parlement avec, outre les volumes d'emplois attribués à chaque ministère, la mise en œuvre du prélèvement à la source ;
- **comités techniques ministériel et de réseau** sur le volume et la répartition des suppressions d'emplois (1 815 à la DGFIP quoi qu'en dise le DG qui « compense » notamment via des emplois Pacte) mais aussi des coupes budgétaires sévères.
- le **groupe de travail Mutations pour 2017** annonce de nouveaux reculs de nos droits après ceux subis en 2016 (suppression du mouvement de mars pour les A et B, délai de séjour obligatoire de 3 ans pour les C stagiaires, même blocage dans la dominante métier pour les B stagiaires) :
 - mobilité forcée en cas de transfert de mission entre deux services d'une même commune (par exemple cette année les agents de l'enregistrement de Cité et Rangueil auraient été obligés de suivre la mission au SPF-E Rue des Lois) ;
 - 3 ans de blocage pour les A recrutés sur poste à profil ou au choix ;
 - départ forcé des agents des services centraux après bilan de compétence tous les 5 ans ;
 - bilan de compétence tous les 5 ans pour les vérificateurs ;
 - introduction de nouveaux postes à profil, sous couvert de critères de compétences et d'hyperspécialisation.
- **CTL « Suppressions d'Emplois »** mi-décembre qui déclinera les suppressions de postes au niveau local qui viendront s'ajouter aux 80 vacances d'emplois
- **Poursuite de l'ASR** (Adaptation des Structures au Réseau) en 2017 avec la fusion des SIE, la fermeture des trésoreries, les départementalisations et régionalisations de missions, les centres de contact et autres pôles départementaux, régionaux ou nationaux,...
- accélération de **PPCR** avec les nouvelles carrières « autofinancées » mais aussi la mise en œuvre de la nouvelle procédure d'évaluation (entretien triennal avec 25 % d'agents qui obtiendraient sur cette durée 8 mois de réduction d'ancienneté et rien-pour les autres).

Toutes et tous dans l'action

Les sections de Haute-Garonne s'intègrent dans le cadre intersyndical national (voir au verso)

Lundi 17 octobre : rassemblement à partir de 7h30 à la Cité Administrative (bâtiment D) avec conférence de presse et distribution de tracts au public.

Début novembre : tournée de services et Heures Mensuelles d'Information.

Mardi 15 novembre : journée de grève nationale à la DGFIP.

Et après ? On poursuit les échanges locaux et nationaux pour donner des suites au mouvement.

Nos revendications sont légitimes nationalement comme localement. À nous, agents de la DRFiP de la Haute-Garonne d'être dans l'action et de refuser ces reculs permanents de nos droits, de nos rémunérations, de nos conditions de travail. À nous, aux côtés des camarades de tous les départements, de protester et agir pour retrouver le sens et le rôle de nos missions, de nos métiers au service des citoyen-nes et des territoires.

Soyons Uni-es pour nos revendications



NOTRE AVENIR SE JOUE MAINTENANT !

L'entreprise de régression sociale, qui est en marche au travers de la loi travail, est aussi à l'œuvre dans la Fonction Publique, dans les ministères économiques et financiers et plus encore à la DGFIP.

Partout, une même logique veut imposer de déréglementer, de réduire l'action publique, de flexibiliser, de supprimer les droits et d'inverser la hiérarchie des normes...

Notre avenir et celui de la DGFIP se jouent maintenant.

Les « *lignes directrices* » du Directeur Général sont autant de lignes destructrices de notre administration, ouvrant la voie à sa disparition : suppressions de services, « dématérialisation » forcée et forcenée, suppressions d'emplois et restructurations incessantes. Tout cela sur fond de déréglementation des règles de gestion où la hiérarchie des normes est d'ores et déjà inversée.

Pire encore : *la volonté de mettre en place le prélèvement à la source, que nous refusons et que nous combattons, est annonciatrice de l'explosion de l'organisation de notre Direction Générale. En outre, malgré ses discours rassurants, le Directeur Général n'a pas su défendre son Administration et une nouvelle saignée est programmée dans les effectifs pour 2017.*

Pour les syndicats Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et F.O.-DGFIP, l'urgence des personnels est d'agir à la DGFIP, l'urgence est de combattre ces logiques aujourd'hui à l'œuvre qui mettent en danger nos emplois et nos conditions de travail et qui fragilisent chaque jour davantage le service public financier et fiscal.

Dès lors, ils appellent **tous les personnels de la DGFIP** à se mobiliser dès maintenant pour exiger :

- ▶ l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et des restructurations.
- ▶ le renforcement des moyens humains et budgétaires.
- ▶ le maintien et le renforcement des droits sociaux des agents, une réduction des écarts de rémunération par une revalorisation des régimes indemnitaires et une véritable reconnaissance de leurs qualifications et pour refuser la mise en place de PPCR et du RIFSEEP.
- ▶ une amélioration réelle et concrète des conditions de vie au travail.
- ▶ le maintien d'une action sociale de haut niveau dans tous les domaines.

Pour arrêter cette politique qui remet en cause le service public républicain, le temps du combat pour la reconquête de nos missions, de nos emplois, de nos droits sociaux est venu.

Les syndicats Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et FO DGFIP appellent les agents et les agentes des Finances Publiques à s'engager dans toutes les actions, locales et nationales, qui seront organisées sur l'ensemble du territoire à partir du 10 octobre et jusqu'à la fin de l'année

Il s'agit aujourd'hui de construire une action dans la durée, dans l'esprit de celles déjà initiées dans plusieurs départements, et d'élever le rapport de forces, en particulier par le blocage d'un site par département le 17 octobre.

Au delà de cette date, les syndicats signataires appellent les personnels des Finances Publiques à poursuivre la lutte et à se mobiliser de nouveau le 15 novembre 2016 dans une journée de grève nationale dont les modalités seront précisées ultérieurement.

TOUS DANS L'ACTION DÈS LE 10 OCTOBRE 2016

Montreuil le 30 septembre 2016